



Aperçu sur l'histoire du mouvement antinucléaire en France

Qu'il soit civil ou militaire, le nucléaire est mortifère ! Ses deux principales applications, civile et militaire, sont indissociables, comme nous le rappellent si souvent les craintes de l'Occident quant au nucléaire iranien. Les mouvements antinucléaires, qui ont été aussi parmi les plus massifs, durables et déterminés de la France de la fin des années 70, se sont développés bien après la naissance des applications militaires et industrielles du nucléaire.

Création du CEA

Pendant la Seconde Guerre mondiale, des scientifiques américains et allemands mènent une course effrénée afin de mettre la main sur l'arme fatale : la bombe atomique. Les Américains ont « gagné » à Hiroshima et Nagasaki ! Il faut rappeler qu'en France un scientifique, Joliot, membre du PCF, gendre de Marie et Pierre Curie, avait découvert en 1939 la réaction en chaîne pouvant provoquer la fission nucléaire. Sans entrer dans des explications scientifiques, c'est cette réaction en chaîne qui produit une quantité importante d'énergie, et si on est capable de maîtriser cette réaction on peut fabriquer de l'électricité ou une arme : la bombe atomique. Le 18 octobre 1945, le Commissariat à l'énergie atomique est créé par de Gaulle, « le général qui a sauvé la France », avec, dans sa musette, le fameux Joliot nommé haut commissaire à l'énergie atomique. Ce scientifique a déposé, depuis des années déjà, des brevets sur l'utilisation de sa découverte de 1939 dans des domaines civils ou militaires. Rappelons que, dès son apparition, le CEA est un établissement public qui a pour mission de développer les applications de l'énergie nucléaire dans les domaines scientifique, industriel et de la défense nationale. En d'autres termes, le CEA touche à tout ce qui concerne le nucléaire naissant : d'une part, l'élaboration de bombes atomiques (A puis H) qu'il faut tester par des essais ; d'autre part, la production d'énergie, sous forme de chaleur, qui au vu des contraintes ne peut qu'être convertie en électricité.

Mais nous entrons dans une période de « guerre froide » entre l'Occident et l'URSS où la bombe atomique sert d'épouvantail. Dans ce cadre, le communiste Joliot lance en 1950 l'appel de Stockholm, qui « exige l'interdiction immédiate de l'arme atomique, arme d'épouvante et d'extermination des populations ». Cet appel porté par les partis communistes fut signé par 3 millions de Français et 150 millions de personnes dans le monde. Joliot est alors limogé du CEA.

Le lancement du nucléaire

Le CEA se lance dans les applications militaires et civiles de l'énergie atomique. En 1950, le comité PEON, « Production électrique d'origine nucléaire », est créé. Il réunit des technocrates de haut niveau de l'industrie et de l'Etat. Ce comité deviendra rapidement le siège de ce qu'on appellera plus tard le « lobby nucléaire ».

En 1952, le centre d'études nucléaires de Saclay est ouvert sur un terrain de 271 hectares. A Marcoule, des petits réacteurs de type uranium naturel graphite-gaz sont fabriqués de 1956 à 1960 pour faire des essais de production d'électricité. Une usine pour extraire le plutonium du combustible usagé fonctionne sur ce site. A Pierrelatte, une usine d'enrichissement de l'uranium est construite. Grâce à toute cette technologie, la France peut réaliser son premier

essai nucléaire, en 1960, dans l'une de ses colonies, l'Algérie ! Ces essais ont lieu dans l'atmosphère, dans le Sahara, là où il n'y a pas d'habitants, ou si peu... 17 essais dans l'atmosphère eurent lieu en Algérie jusqu'en 1966 (alors que ce pays a proclamé son indépendance en 1962...).

Pendant toute cette période, les décideurs, qui étaient gaullistes et communistes dans l'après-guerre, sont devenus socialistes (SFIO), radicaux ou de droite, puis enfin gaullistes à partir de 1959. Une profonde unité scientiste, nationaliste et pronucléaire s'est scellée dans toute la classe politique française malgré quelques couacs dus à la guerre froide.

Des réactions ?

Pendant toute cette période, il n'y en a eu guère ! Il ne faut pas oublier que les bombes de Hiroshima et Nagasaki ont été saluées comme une « révolution scientifique » (*Le Monde*) ou comme une « conquête monumentale de l'homme » (*L'Humanité*). Seules quelques personnalités, humanistes, pacifistes, ont dénoncé alors l'atrocité de cette nouvelle arme. Quant au nucléaire dit civil, personne ne le remet en question !

La contestation contre la bombe va prendre de l'ampleur aux Etats-Unis. Ce mouvement antiguerre naissant dans une période particulièrement tendue entre l'Est et l'Ouest a des échos en France parmi des socialistes en rupture avec la SFIO et des communistes en rupture avec le PCF. C'est ainsi qu'en 1963 se crée le MCAA (Mouvement contre l'armement atomique). Contre la bombe atomique, il y a une autre tendance : le Mouvement de la paix, organisation de masse du PCF créée pour soutenir la politique étrangère de l'URSS. Ce mouvement est important en France, où le PCF obtient plus de 20 % aux élections, mais, évidemment, il limite sa contestation aux bombes américaines et à la force de frappe française aux mains des gaullistes, tandis que le MCAA dénonce toutes les bombes y compris russes.

Cette contestation antinucléaire militaire a connu son apogée en 1964, où 120 000 personnes ont répondu dans la rue à l'appel des partis de la gauche parlementaire. Ce fut d'ailleurs la plus importante mobilisation en France contre l'arme nucléaire. Et ce n'est pas le transfert en 1966 des essais nucléaires en Polynésie, une des dernières colonies françaises, qui va mobiliser les foules dans l'Hexagone. La lutte sur le terrain contre ces essais nucléaires, en Algérie ou en Polynésie, ne fut menée que par quelques personnalités pacifistes isolées, relayées plus tard par Greenpeace (*voir encart*). Le CEA, qui s'est implanté dans une dizaine de sites dont les plus importants sont Saclay, Grenoble et Cadarache, n'a jamais connu de contestation massive. Cela s'explique aussi par le fait qu'il est relativement discret en métropole, là où il met au point ses saloperies destinées au Sahara puis aux atolls du Pacifique. Les Polynésiens qui ont connu et connaissent encore les méfaits du nucléaire ont eu aussi leur vie sociale traditionnelle complètement détruite.

Pendant ce temps, la technologie nucléaire dite « civile » s'affine. Après Marcoule, EDF fait son apparition avec 3 minicentrales à Chinon (A, mises en service entre 1963 et 1966), puis à Chooz (A en 1967) dans les Ardennes, à Saint-Laurent-des-Eaux (A en 1969 et 1971), sans oublier celle du CEA à Brennilis (1967) en Bretagne. Aucune contestation de ces centrales n'aura lieu ! En revanche pose débat le choix de la technologie. De Gaulle soutient la filière française du CEA dite graphite-gaz pendant qu'EDF lui préfère la filière des réacteurs à eau légère sous licence américaine. En 1969, le gaulliste Pompidou au pouvoir choisira, pour des raisons économiques, la filière américaine. Des manifestations syndicales, CGT en tête, au fort relent nationaliste, ont lieu au CEA à Saclay... Rappelons que cette entreprise avait connu, un an auparavant, son Mai 68 mais avec quasiment aucune remise en cause de ses finalités (1).

L'émergence d'un mouvement antinucléaire dans les années 60-70

Au début des années 60 naît une association qui dénonce les dangers des examens radiologiques. Cette association va devenir ensuite l'association de protection contre les rayonnements ionisants (APRI) qui étend son champ d'action aux dangers du nucléaire en général. Elle est animée par Jean Pignero qui sera l'un des premiers militants antinucléaires français. L'APRI sera à cette époque la principale référence pour tous ceux et celles qui entrent dans le combat antinucléaire. Avec l'APRI, le mouvement antinucléaire a précédé le mouvement écologiste proprement dit.

C'est en avril 1971 qu'a lieu la première manifestation antinucléaire civile : 1 500 personnes contre la centrale en construction à Fessenheim, en Alsace. En été de la même année, une manifestation contre la centrale du Bugey, dans l'Ain, mobilise une partie de la population contre l'électronucléaire. A la même époque apparaissent deux journaux « écologistes » qui vont marquer la période : *Survivre et vivre* et *La Gueule ouverte*.

Suite à un appel de Fournier (dans Charlie Hebdo) en préparation de la manifestation contre la centrale du Bugey, se crée à Paris le groupe « Etre » qui se transformera en 73 en Comité Antinucléaire.

En 1972, SOS-Golfech est créé à Agen, contre le projet de centrale à Golfech. Progressivement, une contestation antinucléaire est en train de naître, mais il faudra attendre l'arrivée au pouvoir de Giscard, en 1974, pour que des comités antinucléaires (CAN) prennent de l'ampleur près de futurs sites et dans les grandes villes. En effet, prenant le prétexte du « choc pétrolier » de 1973, la nucléarisation massive de la France est décidée en 1974 avec le rapport d'Ornano, qui prévoit de mettre en place entre 190 et 200 réacteurs nucléaires pour 1990-2000. Du vrai délire (2) !

L'effet de serre est encore inconnu, et le choix pour pallier le « choc pétrolier » était, paraît-il, entre le nucléaire et le charbon + fioul. Mais la commission PEON a pesé de tout son poids. Elle est maintenant composée de hauts repré-

UNE OPPOSITION QUI NE SE LIMITAIT PAS À LA PEUR DES CONSÉQUENCES DE LA POLLUTION...

Voici ce qu'écrivait Alain ClaudeGaltié dans le numéro 6 de mars 1974 du Courrier de la baleine (bulletin des Amis de la Terre) :

"(...) le progrès se traduit essentiellement par le perfectionnement des outils politiques, économiques et technologiques d'asservissement des hommes et d'exploitation de la nature (...) Avec le développement de la technologie nucléaire, le progrès franchit une nouvelle étape en échappant tout à fait à la maîtrise de la population. Grâce à l'exploitation de l'énergie nucléaire, qui nécessite la mise en oeuvre de moyens techniques et économiques gigantesques, les maîtres du monde se proposent de raffermir leur pouvoir en uniformisant l'approvisionnement énergétique (politique du tout électrique). Avec le nucléaire, la production et la distribution de l'énergie seront toujours aux mains d'une minorité privilégiée : sociétés multinationales ou élite technocratique. Complexe, lourde et centralisée, la technologie nucléaire est l'outil de domination par excellence.

La critique du nucléaire est l'occasion de nous imposer sur le plan politique en démontrant que la technologie n'est pas neutre et qu'il ne suffit pas de modifier la composition des équipes dirigeantes et la nature des institutions pour changer de société, et conquérir le droit de vivre libre dans un milieu diversifié (...) De la démystification des dogmes expansionnistes et progressistes à la condamnation des outils de domination, nous ne cessons de parler de maîtrise. C'est sur cette notion de maîtrise que nous devons mettre l'accent : il faut créer les moyens politiques (l'autogestion en est un), économiques et technologiques qui permettront de nous libérer de la dictature des institutions centralisées et des monopoles, les moyens de maîtriser seuls nos conditions de vie présentes et à venir, les moyens de réconcilier l'individu, la société et la nature".

sentants de l'Etat, d'EDF, du CEA et de 10 membres représentant toutes les entreprises directement intéressées au développement du nucléaire, telles que Creusot-Loire, CGE, Péchiney, Alstom ou Thomson. Et ces entreprises ont été rassurées par leur non-responsabilité civile en cas de catastrophe : l'Etat assumera...

La propagande médiatique de l'Etat et d'EDF qui a éliminé le CEA dans l'industrialisation de l'électronucléaire repose essentiellement sur l'« indépendance de la France » soi-disant garantie par la construction de réacteurs nucléaires. La lutte antinucléaire prend alors une place importante dans le paysage politique et social de l'Hexagone. Il s'agit, la plupart du temps, de comités autonomes, composés selon les lieux de militants de l'écologie naissante,

de libertaires, d'ex-militants d'extrême gauche et de gens simplement révoltés par les projets nucléaires près de chez eux. Certains comités locaux d'habitants obtiendront grâce à leur mobilisation des victoires, car l'Etat sera obligé d'abandonner le projet de centrale prévu sur leur commune. Ce fut le cas à Erdeven près de Lorient, à Pont-sur-Yonne...

L'année 1975 marque l'irruption d'un véritable mouvement de masse. En avril, il y a 15 000 participants à une fête antinucléaire dans le Morbihan, organisée par les CRIN (comités régionaux d'information nucléaire). Puis, lors de la semaine d'action du 21 au 27 avril, 25 000 personnes défilent à Paris, 3 000 pénétreront sur le site de Gravelines et 6 000 manifesteront à Paluel.

En mai 1975, un attentat important, revendiqué par un commando Puig Antich - Ulrike Meinhof cause des dégâts importants au réacteur de la future centrale de Fessenheim, retardant de dix mois sa mise en service. L'attitude des différentes composantes du mouvement antinucléaire illustre bien alors les clivages fondamentaux qui ne cesseront de se marquer davantage encore par la suite ; les associations locales pour la sauvegarde de ceci ou cela s'empressent de condamner l'attentat : les Verts sont déjà dans le fruit, fermes sur le terrain

LES ATTENTATS ANTINUCLÉAIRES

On ne peut les énumérer tous ! Citons pour mémoire le sabotage de Framatome dans la banlieue parisienne, revendiqué par un commando Garmendia-Angela Luther, qui détériore les deux ordinateurs centraux en juin 1975. En juin de la même année, le FLB-ARB revendique un attentat contre la centrale de Brennilis, qui doit pour un temps stopper sa production. En novembre, les commandes électroniques d'une mine d'uranium du CEA sont détruites par le COPEAU (Commando d'opposition par l'explosif à l'autodestruction de l'univers) : un milliard de centimes de francs de dégâts. Le 8 juillet 1977, un attentat a lieu au domicile de Marcel Boiteux, directeur d'EDF ; il est revendiqué par le CACCA (Comité d'action contre les crapules atomiques). Après le massacre de Malville fin juillet 1977, des attentats à l'explosif et des jets de cocktails Molotov se produisent un peu partout. Dans la nuit du 19 au 20 novembre, une nuit bleue antinucléaire touche des objectifs EDF dans une dizaine de villes en France ; elle est l'œuvre de la CARLOS (Coordination autonome des révoltés en lutte contre la société). Etc. Sans oublier les nombreux attentats et destruction de matériaux en manif dans de nombreuses luttes de sites (Golfech, Chooz...) qui ne sont pas, loin s'en faut, commis par des spécialistes ! Tous ces attentats seront évidemment condamnés par tous les éléments institutionnels de l'antinucléaire, qui préparent leur arrivée sur le terrain électoral.

de la légalité et de l'électoralisme. Seule parmi les associations écologistes, la section de Paris des Amis de la Terre se déclarera solidaire de l'action.

A partir de cette date, les attentats à l'explosif feront partie du paysage de la lutte antinucléaire (*voir encart*). Bien que d'origines politiques diverses, ils traduisent la radicalisation d'une large partie du mouvement et la volonté de relier cette lutte à une contestation globale et anticapitaliste. L'année 1975 sera aussi marquée par l'occupation du chantier de la centrale nucléaire de Whyl, en Allemagne, par 25 000 personnes pendant huit mois ! De Kaiseraugst (Suisse) à Gerstheim (Bas-Rhin), 12 projets de réacteurs sur le Rhin seront abandonnés (sauf Fessenheim !... et quelques autres). De là naîtra en France la référence au mouvement antinucléaire allemand. Il faut signaler que, contrairement au mouvement français, le problème de la « violence/non-violence » n'existe pas dans le mouvement allemand : chacun respecte l'autre comme œuvrant, selon ses choix et ses possibilités physiques, dans la même direction : l'abandon du nucléaire !

En juin 1975, un événement passe relativement inaperçu mais est pourtant d'une importance capitale : une consultation populaire est organisée par les élus dans les cantons autour de Golfech à propos du projet de centrale : 60 % des 8 677 inscrits votent ; et plus de 80 % se prononcent contre le projet d'EDF, il y a seulement 13,6 % pour.

La plupart des élus, le potentat local radical de gauche Jean-Michel Baylet en tête, avaient mené campagne pour le non, tentant ainsi de récupérer le mécontentement et d'éviter qu'il ne s'oriente vers les formes plus radicales choisies par différents groupes antinucléaires. Or, malgré ce refus massif, l'Etat passera outre, comme cela était prévisible ! Ce type de référendum (non reconnu par l'Etat), qui sera aussi organisé à Chooz dans les Ardennes, en mars 1979, est l'occasion de débats et de prise en charge collective d'une contre-information. Les résultats donnent une légitimité aux comités antinucléaires locaux.

Le tournant de « Malville »

L'été 1977 (c'est aussi la date du grand rassemblement au Larzac : 50 000 personnes) sera le plus chaud de la lutte antinucléaire : l'Etat semble décidé à réagir violemment pour empêcher que la contestation ne se développe.

Le 2 juin, un groupe envahit la mairie de Couëron (Loire-Atlantique) et brûle les registres d'utilité publique pour la centrale du Pellerin : 5 agriculteurs seront condamnés à huit mois de prison dont deux ferme. Si le 26 juin, à Nogent, 10 000 personnes manifestent sans problème, à Paluel des heurts opposent police et manifestants, et à Gravelines une charge violente de CRS et de gardes mobiles fait 20 blessés.

Le même jour, à Chaix-en-Retz, près du Pellerin, de violents affrontements ont lieu entre les forces de l'ordre et les manifestants, en majorité des paysans,

qui tentent de s'opposer à l'ouverture d'une mairie annexe pour la tenue du registre d'utilité publique.

Et puis, pour couronner le tout, ça sera la grande manifestation à Malville contre Superphénix, le 30 juillet, qui réunira au moins 60 000 opposants et qui sera sauvagement réprimée. Le bilan sera très lourd : des blessés graves et un mort, Vital Michalon. A Malville, le mouvement antinucléaire se rend compte que l'Etat ira jusqu'à tuer pour ce qui est, à ses yeux, un enjeu majeur.

En effet, le nucléaire civil est le choix industriel, technologique, le crâneau capitaliste dans lequel s'est engouffré l'Etat français. Ce choix industriel recueille le soutien sans faille du principal syndicat français, la CGT, un allié de poids, pour le pouvoir, dans EDF où la CGT est majoritaire. Afin d'asseoir ce choix industriel, l'Etat géré par la droite puis, après 1981, par la gauche, n'hésitera jamais à utiliser tous les instruments de la terreur (militaire et policier, propagande, médias...). Le slogan « Société nucléaire - société policière » est crié dans toutes les manifs, et le nucléaire et son monde sont mis à nu. Malville représente un tournant pour le mouvement antinucléaire. Une partie de lui comprend qu'il ne s'agit plus seulement de se battre contre de mauvais choix énergétiques de la France, mais que nous sommes en train de nous battre contre l'Etat et le capital. L'Etat français a placé la barre très haut, et pour gagner contre lui un rapport de forces gigantesque reste à construire. Malville représente aussi un des moments forts où une nouvelle génération de militants vit en direct (sur le lieu même de la manif) la trahison de toutes les institutions politiques, y compris d'extrême gauche. Cette défaite sur le terrain, par rapport à l'objectif de pénétrer sur le chantier de Superphénix qui avait été clairement débattu et décidé sur place plusieurs semaines avant cette manif, va contribuer à l'éclosion politique d'un mouvement autonome par rapport à toutes les organisations politiques.

Les moments forts de la lutte de sites

L'Etat continue d'imposer des centrales à des populations qui n'en veulent pas. De nouvelles mobilisations d'habitants et de nouveaux comités de résistance naissent en Bretagne, dans les Ardennes...

Le 28 mars 1979, un réacteur de la centrale de Three Mile Island (près de Harrisburg, en Pennsylvanie) subit la fonte du cœur et la rupture du circuit primaire. Par chance, l'hydrogène libéré dans l'atmosphère n'explose pas et le fond de la cuve ne cède pas. Les autorités américaines vont évacuer 300 000 habitants en quelques jours. Cet accident majeur va faire prendre conscience à beaucoup d'opposants que la catastrophe est possible, ailleurs comme ici. Une militante antinucléaire de Harrisburg se déplace en France pour y apporter son témoignage, entre autres à Plogoff et à Chooz. L'impact est palpable : les années 1980 et 1981 seront celles des grands rassemblements. A Plogoff, contre le projet de centrale, 25 000 personnes en février 1980, puis, le 25 mai, 100 000 pour la plus importante concentration antinucléaire civile qu'ait connue la

France. Quatre jours plus tard, 50 000 manifestants se rassemblent à La Hague. A Chooz, dans les Ardennes, une nouvelle lutte démarre sur les chapeaux de roue. A Golfech également, mille et une initiatives occupent le terrain, dont des actions spectaculaires contre les entreprises qui travaillent à la construction du site.

LA LUTTE ANTINUCLÉAIRE DE CHOOZ, DANS LES ARDENNES

Cette lutte de site contre l'implantation d'une nouvelle centrale dans la pointe des Ardennes, qui a duré de 1978 à 2003, a eu bien des caractères spécifiques :

- Elle a eu lieu dans un village où fonctionnait déjà, depuis 1967, une centrale nucléaire qui n'avait pas connu de contestation jusqu'alors. Les cadres d'EDF habitaient sur place depuis une bonne dizaine d'années au départ de la lutte. Des habitants du canton avaient travaillé dans cette centrale à des tâches subalternes ; et certains avaient de gros problèmes de santé, mais sans pouvoir récupérer leur dossier médical enfermé dans la centrale. Ce fut un des faits qui entraînèrent la mobilisation des habitants.

- L'immense majorité du comité de Chooz était constituée de travailleurs et travailleuses qui dans la plupart des cas, étaient socialement actifs sur leurs lieux de travail. Ce comité n'avait rien à voir avec la traditionnelle image de militants écolos issus des couches sociales moyennes et supérieures.

- Dans cette lutte, il n'y a jamais eu de problèmes majeurs entre les autochtones et les militants antinucléaires venant de différentes villes et de différents univers politiques (pour simplifier, ça allait des environmentalistes aux autonomes parisiens). Le comité de Chooz a toujours gardé la maîtrise de la lutte, et toujours été à l'écoute des arguments des uns et des autres.

- Cette lutte a eu des tas d'aspects institutionnels (recours administratifs, rencontres avec des élus, participation à des débats avec des responsables EDF...) et d'aspects plus radicaux (sabotages divers et multiples, affrontements avec les gendarmes...) – qui ont toujours été vécus comme faisant partie d'un tout, sans exclusive, dont il fallait assumer les conséquences, y compris sur le plan juridique.

- Cette lutte a créé ses propres outils d'information – radio libre et journal de contre-information – ainsi que des structures adaptées à la lutte, comme le Front d'action antinucléaire franco-belge, à une époque où tous les écologistes avaient abandonné la lutte alors qu'il y avait des possibilités de rencontres avec une lutte de classe : la lutte des sidérurgistes de la Chiers (à noter que des membres du comité de Chooz étaient aussi sidérurgistes...). Ce Front d'action antinucléaire franco-belge a organisé les manifs des derniers samedis du mois qui furent le lieu de rencontre et de fraternité entre ces deux luttes.

En mai 1981, la gauche arrive au pouvoir. Le projet de centrale à Plogoff est abandonné mais l'ensemble du programme nucléaire se poursuit, laissant sur le carreau tous ceux qui avaient cru naïvement aux pseudo-déclarations anti-nucléaires du Parti socialiste.

La situation est paradoxale : si la majorité des comités antinucléaires a appelé à voter à gauche, la Coordination nationale antinucléaire (CNAN) qui regroupe les divers comités a été le seul mouvement contestataire de l'époque à ne pas se rallier à cet appel : l'idée était qu'il fallait demeurer un mouvement indépendant pour pouvoir peser ensuite dans le rapport de forces. Cette position, minoritaire au départ, est ensuite approuvée par la majorité des comités, y compris ceux qui s'étaient positionnés en faveur de la gauche.

Alors qu'on est encore dans l'« état de grâce », au mois d'août 1981, le premier bateau de déchets nucléaires en provenance du Japon accoste à Cherbourg (en direction de La Hague), occasionnant la protestation d'une toute petite poignée de militants à l'appel de Greenpeace. Les deux sites les plus actifs, Golfech et Chooz, s'étaient ralliés à la gauche en échange de la promesse de l'abandon de leurs projets de centrale. Leur réaction est à la mesure de leur sentiment de trahison lorsqu'ils constatent que le programme nucléaire est maintenu. Dès le mois d'octobre 1981, la première manifestation antinucléaire nationale, qui a lieu à Paris, réunit plusieurs milliers de personnes et est émaillée d'incidents.

Le mouvement antinucléaire est le premier à s'opposer à la gauche au pouvoir. Il a payé très cher ses illusions vis-à-vis de François Mitterrand et du Parti socialiste. Comme sur d'autres terrains de résistance, ce sont véritablement des années de plomb qui suivent mai 1981. Les leaders les plus connus acceptent des places dans les nouveaux organismes créés par la gauche, laissant quelques irréductibles sur le terrain. Pour partie, ils sont toujours leaders, mais chez les Verts... Ces Verts émergent, récupèrent, en parole seulement, les dix années précédentes de lutte. Seuls continuent de lutter quelques irréductibles, à Golfech surtout, mais aussi à Chooz où la lutte ne se terminera qu'en 1983.

L'échec de la structuration du mouvement antinucléaire

De 1972 à 1983 (pour prendre les dates extrêmes), ce mouvement est très disparate ; c'est ce qui fait sa richesse mais qui marque aussi et surtout ses limites.

Il existe une foison de comités : des comités de défense d'un site, en construction ou en projet, et des comités de villes, grandes ou moyennes. Les premiers sont davantage composés de gens qui se politisent au fur et à mesure de leur lutte, et des difficultés et trahisons politiciennes de leurs élus qu'ils rencontrent. Les seconds sont composés de militants ayant choisi le terrain du nucléaire comme lieu d'intervention politique. Les rapports entre ces deux types de structures sont bien souvent difficiles. En général, les gens des sites préfè-

rent des contacts directs, soit avec des gens des autres sites auxquels ils rendent visite en groupe, ou à l'occasion d'un meeting d'information ; soit avec des militants, mais de manière informelle, sur les sites, lors de fêtes, de vacances ou, éventuellement, de manifestations. Quant aux militants, ils préfèrent une certaine formalisation dans des réunions structurées débouchant sur des actions centrales pouvant, selon leur dire, créer un rapport de forces face aux décisions de l'Etat. Ces deux types de structures ont chacune leurs défauts, qui ont largement nui au mouvement et qui ont certainement contribué à sa défaite à cette époque, même si nous ne pouvons sous-estimer le rôle de l'Etat et du capital français qui avaient « mis la barre très haut ».

D'un côté, les comités de site restent bien souvent dans le localisme, où l'objet de leur mobilisation première était avant tout lié à leur cadre immédiat de vie. Bien sûr, ces comités proclamaient haut et fort : « Pas de centrale, ici comme ailleurs », mais dès qu'une défaite ou une victoire (rare !) intervenait, le comité disparaissait. Et on sentait nettement, dans leur mobilisation, que l'objet réel était bel et bien réductible à leur lieu de vie. Ce qui d'ailleurs s'explique et se comprend, d'autant que ces comités de site avaient la volonté très forte de maîtriser leur lutte, et donc de ne pas la voir confisquer par des gens extérieurs ou donneurs de leçons.

D'un autre côté, les comités de militants des villes pouvaient vivre de véritables foires d'empoigne politiciennes de prise de pouvoir d'un individu ou d'un groupe. Mais certains de ces militants avaient compris que pour espérer gagner, connaissant la centralisation de l'Etat français, il fallait créer un rapport de forces national. C'est pour cette raison qu'en 1976 était apparue la Coordination nationale antinucléaire, censée relier entre eux tous les comités antinucléaires de l'Hexagone.

Cependant, les comités de site n'ont pas réellement participé, ou seulement du bout des lèvres, à cette CNAN qui n'existe que par une volonté militante bien compréhensible. Ils avaient un rapport ambigu avec cette dernière, mobilisée par eux lorsqu'ils souhaitaient un écho national à leur lutte, et vilipendée autrement. La structure proprement dite de la CNAN fut donc largement « dominée » par les CAN des villes, qui comptaient moins de gens investis dans la lutte antinucléaire que les comités proches des sites.

La CNAN disparaît définitivement en 1985, après avoir été réduite à peau de chagrin. Cette fin était logique : le mouvement antinucléaire s'était développé pour lutter contre des projets de construction de centrales nucléaires. Entre-temps, il a été défait, et la France s'est couverte de centrales. Il aurait fallu alors trouver une stratégie de lutte contre les centrales nucléaires déjà en place, ce qui était très différent et beaucoup plus difficile à faire.

Mais si cette réflexion n'a pas pu s'ébaucher, c'est aussi pour une autre raison : une partie des militants avait été intégrée par la gauche après 1981 ; et, dans la grosse poignée de militants déçus de la gauche qui restait, beaucoup ont été attirés par les sirènes des Verts, convaincus que le seul espoir résidait

dans la construction d'une force politique électorale indépendante du PS. Enfin, pour les personnes qui voulaient garder leur autonomie, il ne restait quasiment plus de groupes locaux sur lesquels se replier.

Tchernobyl, une amorce de réveil... qui fait long feu

Après la débandade antinucléaire de 1981, la fin de la lutte de Chooz en 1983, l'inévitable dissolution de la CNAN et la création des Verts en 1984, il faut attendre 1987 pour qu'une tentative de coordination, intitulée Réseau pour un avenir sans nucléaire, apparaisse sous l'impulsion, au départ, principalement du député européen Didier Anger, l'« antinucléaire historique » des Verts français.

Une tentative qui fait suite à une « amorce de réveil antinucléaire », comme le titre *Courant alternatif* à l'époque – car, l'année précédente, la catastrophe de Tchernobyl a tragiquement donné raison à ceux qui, depuis des années, considéraient qu'un accident majeur était inévitable ; et puis, la fameuse déclaration du Pr Pellerin sur le nuage radioactif qui s'est arrêté aux frontières a alors ouvert bien des yeux sur la stratégie du mensonge menée par les nucléocrates.

Au lendemain de la catastrophe ukrainienne, deux laboratoires indépendants d'analyse de la radioactivité se créent en France : l'ACRO dans l'Ouest et la CRI-RAD dans le Sud. Des CAN se réactivent, une manifestation antinucléaire contre la mise en service de nouveaux réacteurs à Cattenom (Moselle) regroupe 15 000 manifestants. Mais le nucléaire civil et militaire continue de connaître un développement important : de nouveaux réacteurs sont mis en service, les tirs atomiques souterrains se poursuivent à Moruroa... C'est aussi en cette année 1987 que le gouvernement socialiste, après avoir abandonné le projet du Pellerin en Loire-Atlantique, lance celui du Carnet à quelques encas-

TERRORISME D'ETAT EN BAIE D'AUCKLAND (NOUVELLE-ZÉLANDE)

Greenpeace apparaît à Vancouver en 1971, quand un groupe de militants pacifistes et écologistes embarquent à bord d'un vieux chalutier pour empêcher les essais nucléaires américains sur un site en Alaska. Dès lors, les essais français dans le Pacifique sont aussi la cible de cette ONG. En 1985, son navire, le *Rainbow Warrior*, doit intervenir lors d'un tir décidé par le gouvernement socialiste de Mitterrand. Le 10 juillet, en baie d'Auckland, le bateau explose : le photographe de l'expédition, Fernando Pereira, périt noyé. Cet attentat a été commis par les services secrets français. Charles Hernu, ministre de la Défense, est contraint de démissionner, servant ainsi de fusible à Mitterrand qui a ordonné l'opération. Le Premier ministre de l'époque est un certain Fabius, qui aura ce commentaire : « Greenpeace n'avait qu'à s'occuper des bébés phoques. »

blures ; et également que l'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs (ANDRA) annonce la réalisation d'études à Segré (Maine-et-Loire), à Neuvy-Bouin (Deux-Sèvres), dans l'Ain et dans l'Aisne pour l'enfouissement des déchets radioactifs – ce qui provoque une mobilisation sur le terrain autour de ces sites.

Des rassemblements ont lieu, dont l'un de 20 000 personnes à Neuvy-Bouin. C'est l'échec total pour l'ANDRA, qui est contrainte de quitter les lieux. Le stockage des déchets radioactifs ne pourra se faire, à partir de 1992, qu'à Soulaines (Aube), dans une région particulièrement dépeuplée sans aucune tradition de lutte...

Le réseau Pour un avenir sans nucléaire pouvait donc apparaître comme bienvenu, dans ce contexte favorable à la relance d'un mouvement. Mais, créé artificiellement par le haut (et non par un rassemblement mûri de collectifs de base), avec des objectifs plus que flous (son titre était révélateur de la volonté de ne pas mettre le gouvernement en difficulté et de laisser aux écologistes une porte ouverte pour une future participation à ce gouvernement), il était pris entre d'une part, les objectifs médiatiques et politiciens des Verts et, d'autre part, la volonté d'une poignée de militants de profiter de cet événement et des moyens associés pour relancer une coordination de comités locaux indépendante.

A la manifestation centrale qui se déroule à Paris le 26 juin 1987, le nombre de participants (plus de 10 000) se situe bien en deçà des espérances de ses organisateurs. Les Verts retirent alors leurs billes du Réseau, laissant aux quelques courageux militants qui ont organisé cette manif une ardoise de 11 millions de centimes... Il faut cependant remarquer que cette ardoise a été réglée à coups de minisouscriptions lancées autour d'un bulletin photocopié constitué de nouvelles des comités locaux restants, dans le silence complet des politiciens, des médias et des milieux militants, ce qui montre qu'il existait encore un réseau de militants antinucléaires de terrain. De nouvelles tentatives auront lieu en 1992 et 1993, mais elles n'aboutiront pas.

En 1996 se constituent trois collectifs agissant chacun dans un domaine précis : Forum Plutonium, axé sur la filière du plutonium ; le collectif Les Européens contre Superphénix, réclamant l'arrêt et le démantèlement du surgénérateur de Creys-Malville ; et la Coordination nationale contre l'enfouissement des déchets radioactifs, regroupant les collectifs opposés aux projets de « laboratoires » souterrains de stockage des déchets.

Le gouvernement Jospin : le parti « Vert » entre au gouvernement

En 1997, le gouvernement Jospin décide d'arrêter Superphénix, ce qui est présenté – par les Verts en particulier – comme une grande victoire des écologistes. Cette façon de voir les choses fut, en fait, un enterrement de première classe de toute tentative de construire un rapport de forces en faveur de l'arrêt

LUTTER CONTRE LE NUCLÉAIRE EXISTANT ?

Lorsque la catastrophe de Tchernobyl est survenue, la Coordination nationale antinucléaire était morte, et la France était couverte de centrales même si les dernières étaient encore en construction. La lutte antinucléaire ne pouvait plus avoir comme objectif d'empêcher la construction de centrales ; la question devenait désormais de savoir comment faire pour lutter contre le nucléaire déjà existant. Le comité Stop-Nogent a constitué la première tentative de créer un collectif sur ce thème. Dans la foulée des réactions suscitées par Tchernobyl, une poignée de militants, dont le seul point commun était une opposition déterminée au nucléaire mais dont les sympathies politiques étaient diverses voire opposées, s'est rassemblée alors que la centrale était presque finie. Créé à Paris avec des Parisiens, Stop-Nogent s'apparentait quand même à un comité de site : c'est l'agglomération concernée en cas d'accident à Nogent, sa lutte était focalisée sur la centrale. ; et, de toute façon, la résistance locale à Nogent même n'a jamais été très forte. Ce collectif a posé des débats qui sont toujours actuels. Il s'agissait de rendre visible un danger par nature impalpable et invisible. Un de ses axes a donc été la surveillance de la radioactivité : établissement d'un « point zéro » avant le démarrage, prélèvements réguliers. Il s'agissait aussi d'obtenir des informations sur les incidents qui émaillent en permanence la vie de toute centrale, donc un combat aussi semi-juridique pour obtenir communication des documents. Il a réussi à lever un certain nombre de lièvres qui ont fait du bruit. La difficulté de ce type de lutte, c'est que les militants sont obligés d'acquérir une certaine technicité, et en même temps il faut à tout prix éviter les « débats d'experts », qui donnent l'impression qu'il s'agit d'une discussion entre scientifiques passant au-dessus de la tête du simple quidam. Il faut au contraire montrer qu'au fond tout ça se ramène à quelque chose de très simple : une industrie qui fait bon marché des dégâts humains, une logique de rentabilité incompatible avec la fameuse « culture de sûreté », une technocratie d'autant plus sûre d'elle qu'elle est en train de jouer aux apprentis sorciers. Le comité a posé collectivement des débats autour de la manie croissante d'en appeler aux experts, sur le rôle politique des contre-expertises, et surtout il a posé l'urgence de sortir du nucléaire, quitte à en passer par le charbon ou le pétrole, la pollution plutôt que le risque majeur.

L'autre écueil important, c'est que ce type d'activité antinucléaire a forcément un aspect contreproductif. Pour une partie de la population locale, voire les salariés de la centrale y compris EDF, le nucléaire est dangereux, mais les militants sont là pour éviter le pire, l'existence d'un comité qui dénonce les risques remplit paradoxalement une fonction rassurante. Pire, plus il est actif, efficace et intransigeant, et plus il rassure... Lutter concrètement contre un nucléaire installé n'est pas simple, et toutes les possibilités n'ont pas encore été exploitées. Il serait préférable qu'elles le soient avant un nouvel accident majeur.

immédiat et définitif du nucléaire. Epinglé par la Cour des comptes, source de décrédibilisation du nucléaire français sur le marché international, gouffre financier (100 milliards déjà dépensés), Superphénix était considéré en haut lieu comme un jouet de luxe très dangereux dont il faudrait probablement se débarrasser dans un délai plus ou moins bref. Mais le lobby nucléaire ne savait comment gérer l'arrêt de cette filière à neutron rapide sans se mettre elle-même en accusation. Avec l'entrée des Verts au gouvernement, une porte de sortie était toute trouvée : Superphénix serait abandonné par décision politique, pour donner un gage de bonne volonté aux écologistes.

Les Verts pouvaient grâce à cette mesure arguer de l'utilité de participer à la « gauche plurielle », et atténuer l'effet dévastateur que les couleuvres qu'il leur faudrait avaler ensuite pourraient produire sur la mouvance écologiste et sur leur électorat. C'est ainsi que D. Voynet, ministre de l'Environnement, signera en 2000 l'autorisation de réaliser le centre d'enfouissement des déchets nucléaires de Bure (Meuse) et qu'elle lancera la mission Granite pour la recherche d'un second site.

Fort de cette pseudo-victoire, le mouvement Les Européens contre Superphénix (Verts et Greenpeace essentiellement) pouvait disparaître, en reportant son fric et ses compétences bureaucratiques sur un autre objectif, au moyen d'une autre structure : le réseau Sortir du nucléaire. Celui-ci s'orientera vers une campagne contre l'EPR, ce nouveau générateur miracle dont les nucléocrates prétendent qu'il urge d'en construire un prototype afin de réunir les meilleures conditions pour renouveler le parc nucléaire.

En septembre 1997, une réunion tenue à Agen jeta les bases de ce nouveau réseau. L'assemblée comprenait des représentants de CAN (Golfech, Civaux, Malville, la Fédération antinucléaire de Loire-Atlantique), de collectifs contre l'enfouissement des déchets et des Européens contre Superphénix, de groupes départementaux des Verts, d'associations environnementales, d'un groupe libertaire de Toulouse et de la LCR.

L'élaboration d'une plate-forme ne se fit pas sans mal. Grossso modo, deux tendances s'affrontaient : une modérée visant une sortie progressive (ou plus ou moins différée) du nucléaire, l'autre réclamant une sortie immédiate du nucléaire. Un compromis fut trouvé avec la phrase : « Nous, associations, groupes, voulons une décision immédiate de sortie du nucléaire. » La charte élaborée précisait les points de cette sortie : arrêt des projets d'enfouissement des déchets, arrêt du retraitement du combustible usé et de l'utilisation du plutonium comme combustible (le MOX), non-renouvellement du parc nucléaire...

Le réseau Sortir du nucléaire

Fin janvier 1998, une AG organise le réseau Sortir du nucléaire, et définit ses campagnes et actions pour l'année à venir : contre l'enfouissement des déchets et contre le chauffage électrique. Mais le mode d'intervention préconisé

par lui consiste essentiellement à faire du lobbying auprès des élus, des collectivités... ainsi que de l'opposition symbolique ponctuelle – sans oublier de jouer sur la culpabilisation individuelle, à partir de la consommation d'électricité dans le quotidien –, ce en faisant abstraction d'une autre organisation sociale de la production et de sa répartition. Quant à la sortie du nucléaire, tout ce que l'on en sait depuis douze ans que ce réseau existe, c'est qu'elle a été tout sauf une revendication clairement exprimée de sortie immédiate – une telle revendication étant jugée irréaliste par tous ceux qui vont « à la soupe » et qui, pour certains, sont membres de ce réseau.

Aujourd'hui, Sortir du nucléaire est une entreprise de 12 salariés pour un budget annuel d'environ 1 million d'euros. S'il est agréé depuis 2005 par le ministère de l'Ecologie, de l'Energie, du Développement durable et de l'Aménagement du territoire, il ne reçoit aucune subvention de l'Etat, ni de collectivités territoriales. Il est donc financé par des dons, les ventes réalisées dans sa boutique et les cotisations des 841 associations signataires de sa charte. Les adhérents au Réseau se répartissent en trois grandes catégories :

Côté politique : une centaine de groupes du parti Vert, le NPA, le Mouvement des jeunes socialistes, les Alternatifs, la Fédération anarchiste et Alternative libertaire...

Côté associatif : beaucoup d'associations concernant la défense de l'environnement.

Côté « capitalisme vert » : une flopée d'entreprises ou de commerçants du secteur des énergies renouvelables ou de l'agriculture biologique.

Par contre, côté syndical, c'est un peu le désert, excepté Sud-Rail et quelques autres sections de Sud...

Il est évident que ce Réseau ne peut pas être indépendant du parti Vert, encore moins de l'écocapitalisme. C'est ainsi qu'il fait la promotion des énergies renouvelables (*voir encart*) via la publicité pour ce secteur marchand. En revanche, et contrairement à d'autres associations importantes, le Réseau a refusé de participer à la mascarade du « Grenelle de l'environnement ». Il faut dire que, dès le lancement de celui-ci, Sarkozy avait annoncé que le nucléaire n'y serait pas remis en cause. ; mais cela n'a pas empêché Greenpeace d'y participer, ce qui a entraîné son départ du Réseau fin 2007.

Et en dehors du Réseau ?

Début 2000, des collectifs antinucléaires hors Réseau ou en délicatesse avec lui manifestèrent le désir de se rencontrer hors de toute considération politique sur une base claire d'arrêt immédiat du nucléaire. Mais cette première tentative ne débouchera pas, par manque de réalité militante sur le terrain. Puis la Coordination contre la société nucléaire (CCSN) est créée, le 17 janvier 2004, à l'issue d'une manif du Réseau à Paris où un cortège unitaire libertaire pour la « sortie immédiate du nucléaire » avait eu un certain succès.

COMMENT SORTIR DU NUCLÉAIRE ?

Pour le Réseau, cette sortie ne peut avoir lieu qu'en économisant l'énergie et en développant les énergies renouvelables. Ne voulant pas remettre en cause le capitalisme dans son mode de production et de répartition des richesses, il ne lui reste plus qu'à nous culpabiliser sur notre consommation. Cela ne peut donner que des économies de bouts de chandelle accessibles aux catégories sociales supérieures. Quant aux énergies renouvelables, elles ne peuvent en aucun cas, sans changement profond de notre mode de vie (production et consommation), permettre de produire l'électricité dont nous aurions besoin en arrêtant le nucléaire. A moins de croire à la Science (ce que semble dire le Réseau), dans le cadre du système capitaliste actuel, les énergies renouvelables ne pourront représenter qu'un maximum de 20 % de l'électricité dont la France a besoin dans dix ans. Dans ce cadre, la sortie du nucléaire sera envisageable dans cinquante ans... Alors, que reste-t-il ? Comme le défend le comité Stop-Nogent et comme le défendaient les collectifs hors Réseau dans leur charte : « Il n'y a encore que peu d'électricité produite en France à partir du gaz. Par contre, en plus de l'hydraulique, il y a des centrales sous-utilisées à charbon et à fioul qu'EDF a commencé à démanteler, alors qu'elle exporte des techniques de "charbon propre" qui pourraient facilement être adaptées ici. La production de ces centrales exploitées au maximum, couplée à un arrêt des exportations et de l'autoconsommation de l'industrie nucléaire, grosse dévoreuse d'électricité, permettrait d'arrêter dès maintenant plus des deux tiers du parc électronucléaire français. Il est évident que le recours au charbon et au fioul grâce auquel nous pouvons rapidement diminuer notablement la part de l'électronucléaire n'est pas l'idéal, mais sa contribution au phénomène planétaire de l'effet de serre resterait marginale. Pour nous, il y a une urgence prioritaire : éviter les catastrophes nucléaires, civiles et militaires. Bien sûr, ce que nous proposons est compatible avec le recours aux énergies renouvelables et aux économies d'électricité partout où c'est possible, comme par exemple l'abandon du chauffage électrique dans tous les établissements publics. »

Le débat reste ouvert, car peut-on sortir immédiatement du nucléaire sans remettre en cause les TGV, gros consommateurs d'électricité, et tous les autres moyens de transport de personnes et de marchandises, par terre, mer ou air, qui, même s'ils ne consomment pas majoritairement de l'électricité, brûlent énormément d'énergie d'origine fossile qui pourrait être utilisée à autre chose ? Rappelons ici que certaines de nos consommations parcourent des dizaines de milliers de kilomètres pour arriver dans nos assiettes ou dans notre lieu de vie pour le grand bénéfice du capitalisme. Il s'agit bien de choix fondamentaux de société.

A sa création, l'objectif visait à regrouper l'ensemble des anars dans un collectif exigeant cette « sortie immédiate », afin de mener un travail spécifique en dehors du Réseau, et cela sur les bases d'une critique de la société qui a produit cette industrie mortifère et totalitaire. Pareil objectif n'a pu être atteint puisque certaines organisations libertaires qui prétendaient œuvrer à la CCSN (3) étaient en parallèle adhérentes du Réseau. Cela n'a pas empêché cette coordination de s'organiser de manière autonome, de produire une plate-forme (4), d'être présente aux grands rendez-vous antinucléaires. A ce jour, cette coordination continue d'exister dans une période difficile où les luttes antinucléaires sur le terrain ont bien du mal à émerger.

Sylvie (OCL-Paris) et Denis (OCL-Reims)

(1) Cf. le numéro spécial OCL/OLS sur « Mai 68 », toujours disponible.

(2) Ces perspectives furent revues à la baisse en 1981 par la gauche au pouvoir pour des raisons strictement économiques.

(3) CCSN, c/o CNT-AIT, BP 46, 91103 Corbeil Cedex.

(4) Cette plate-forme est disponible à l'adresse ci-dessus.

L'ÉLECTRICITÉ NE REMPLACERA JAMAIS LE PÉTROLE

Les Etats sont en train de reprendre le développement du nucléaire, pour essentiellement deux raisons : les nécessités militaires et la « guerre » mondiale officiellement déclarée aux émissions de dioxyde de carbone. En 1994, l'Etat français affirmait que le nucléaire nous permettrait de faire face à la crise du pétrole annoncée. A partir de 2005 et du début de la crise pétrolière, la France se trouve dans des conditions aussi difficiles que ses pays voisins beaucoup moins nucléarisés, et qui ont augmenté dans les mêmes proportions qu'elle leur production électrique par le thermique classique. Comme le dit si bien Roger Belbéoch dans la *Lettre du comité Stop-Nogent* : « Ce regard sur le passé nous montre que la justification du programme nucléaire (...) était stupide et finalement facile à dénoncer, ce qui paraît aujourd'hui une évidence : l'électricité, quelle que soit son origine, ne peut pas remplacer le pétrole... » !

Dis, l'OCL, pourquoi t'es pas au Réseau « Sortir du nucléaire » ?

Sortir du nucléaire, oui, mais quand ?

Dès le début du Réseau la bagarre a porté sur la question de savoir s'il fallait partir en campagne pour l'arrêt « immédiat » ou « le plus vite possible » du nucléaire. Le fait que le Réseau ait choisi de s'appeler simplement « Sortir du nucléaire » indiquait, sans que la question ait été officiellement tranchée, que la balance penchait du côté des Verts qui demandaient une sortie en 20 ou 30 ans. Ce qui signifie une sortie par non renouvellement du parc (non construction de réacteurs EPR), mais en acceptant le prolongement de celui en fonctionnement conçu pour durer 30 ans. Et comme l'écrivait, fin stratège, le Réseau, « c'est peut-être une victoire contre l'EPR qui nous donnera un avantage décisif pour obtenir la fermeture des centrales actuelles... ». Mais pour nous, avec cette notion d'arrêt immédiat, l'important, ce n'est pas tant la vitesse avec laquelle on va sortir, que le sens politique que l'on donne à cet arrêt immédiat. Prend-on en compte essentiellement le danger que représente le nucléaire pour en réclamer la fin, ou assortit-on cette exigence d'autres facteurs ? Autrement dit, la différence entre deux, dix ou trente ans n'est pas une divergence sur la question des problèmes techniques rencontrés pour la reconversion (que l'on peut discuter), mais dans celle de la prise en considération ou non d'intérêts économiques, politiques et stratégiques que nous contestons. Car vouloir sortir sur dix, vingt ou trente ans, c'est assumer la société telle qu'elle est : sortir du nucléaire en tenant compte des intérêts économiques (donc des profits) des tenants de l'industrie nucléaire ; c'est penser qu'on ne peut obtenir quelque chose que par la voie parlementaire et que les mouvements « de rue » ne doivent servir qu'à appuyer une dynamique « démocratique » parlementaire ; c'est finalement considérer que le danger nucléaire est moins que celui que représenterait la non prise en compte du maintien du taux de profit. Et ça c'est scandaleux !

Pour imposer l'arrêt du nucléaire, comment s'y prendre ?

Le mode d'intervention préconisé par le Réseau consiste essentiellement à faire du lobbying antinucléaire et de l'opposition symbolique, « ce qui est tout à fait gérable par un parti politique assurant d'un côté la gestion capitaliste de l'énergie (à la base de l'activité économique) et attisant de l'autre la contestation dans un cadre légal, raisonnable, non-violent, scientifique, bref qui ne laisse comme moyen ultime de refus que le bulletin de vote », écrivions nous, dans CA de janvier 98, alors que les Verts participaient au gouvernement de gauche avec Voynet en charge du Ministère de l'environnement et de l'aménagement du territoire. Nous faisions également part de nos craintes que les « quelques composantes antinucléaires vivaces qui perdurent dans l'hexagone aillent y perdre leurs forces et leurs espoirs en ne servant que de faire-valoir aux appétits électoraux de nos prétendus écologistes ». Aujourd'hui la gauche et les Verts ne sont plus au pouvoir, mais la stratégie du Réseau demeure.

Sortir du nucléaire sans retourner à la bougie

Pour le Réseau, cette sortie ne peut avoir lieu qu'en économisant l'énergie et en développant les énergies renouvelables. Mais il faut en finir avec le mythe des énergies renouvelables susceptibles de produire la même quantité d'énergie que celle qui est produite actuellement. Si nous voulons qu'à terme les énergies renouvelables occupent une place prépondérante, cela ne pourra se faire que par une baisse de la consommation énergétique. Et elle ne peut pas s'obtenir à coup d'économies de bout de chandelle ni de culpabilisation individuelle portant sur la consommation des ménages, mais par une tout autre organisation sociale de la production et de sa répartition.

À moins de croire à la Science (ce que semble dire le Réseau), dans le cadre du système capitaliste actuel, les énergies renouvelables ne pourront représenter qu'un maximum de 20 % de l'électricité dont la France aura besoin dans dix ans. Dans ce cadre, la sortie du nucléaire sera envisageable dans cinquante ans... Alors, que reste-t-il ? Comme le défend le comité Stop-Nogent et comme le défendaient les collectifs hors Réseau dans leur charte : « Il n'y a encore que peu d'électricité produite en France à partir du gaz. Par contre, en plus de l'hydraulique, il y a des centrales sous-utilisées à charbon et à fioul qu'EDF a commencé à démanteler, alors qu'elle exporte des techniques de "charbon propre" qui pourraient facilement être adaptées ici. La production de ces centrales exploitées au maximum, couplée à un arrêt des exportations et de l'autoconsommation de l'industrie nucléaire, grosse dévoreuse d'électricité, permettrait d'arrêter dès maintenant plus des deux tiers du parc électronucléaire français. Il est évident que le recours au charbon et au fioul grâce auquel nous pouvons rapidement diminuer notablement la part de l'électronucléaire n'est pas l'idéal, mais sa contribution au phénomène planétaire de l'effet de serre resterait marginale.

Société nucléaire, société totalitaire

Il est un autre risque que nous fait courir le nucléaire, celui de vivre de plus en plus dans une société hypercentralisée où aucun changement ne sera possible, avec absence totale de contrôle de tout un chacun, mais avec le règne absolu de ceux qui « savent », scientifiques et technocrates. Par la culture de sûreté qu'il crée, commercialise et généralise, par les modes de subordination qu'il implique, le nucléaire est partie intégrante des dispositifs de contrôle global de la planète. En tant qu'élément moderne du totalitarisme, le recours au nucléaire doit être abandonné d'urgence. Je ne sais pas si sur cet aspect du nucléaire nous avons une divergence avec le Réseau, car ce qu'il nous renvoie, c'est surtout un silence assourdissant.

Courant Alternatif
C/O La maison de l'ecologie4, rue Bodin69001 Lyon
ocl-lyon@laposte. net
ocl-valence@hotmail.fr
oclmacon@mailoo.org

Un site : <http://oclibertaire.free.fr/>
Abonnement au mensuel (30 euros 12 numéros) :
OCL c/o Egregore, B.P. 1213, 51058 Reims cedex